

**STATUTS
DU SYNDICAT MIXTE OUVERT
HAUTE-GARONNE NUMERIQUE**

SOMMAIRE

Article 1.	Constitution.....	4
Article 2.	Dénomination.....	4
Article 3.	Objet.....	4
Article 4.	Siège	5
Article 5.	Le Conseil syndical.....	5
5. 1.	Composition	5
5. 2.	Election des délégués départementaux.....	6
5. 3.	Election des délégués intercommunaux	6
5. 4.	Election des membres du collège des communes	7
5. 5.	Dispositions communes à l'élection des délégués départementaux, intercommunaux et communaux.....	8
5. 6.	Vacance des délégués	9
5. 7.	Durée du mandat des délégués.....	9
5. 8.	Attribution du Conseil syndical	10
Article 6.	Le Président du Conseil syndical	11
6. 1.	Election.....	11
6. 2.	Attributions	11
Article 7.	Les Vice-présidents du Conseil syndical	12
Article 8.	Le Bureau.....	13
Article 9.	Organisation des séances du Conseil syndical	13
9. 1.	Périodicité	13
9. 2.	Ordre du jour.....	14
9. 3.	Lieu des séances.....	15
9. 4.	Tenue des séances.....	15
9. 5.	Quorum	15
9. 6.	Empêchement et procurations.....	15
9. 7.	Adoption des délibérations	16
9. 8.	Pondération des voix des membres du Conseil syndical	16
9. 9.	Amendements	16
Article 10.	Organisation des séances du Bureau	17
Article 11.	Le Directeur du Syndicat	17

Article 12.	Les commissions territoriales	17
Article 13.	Membres associés au Syndicat.....	18
Article 14.	Le règlement intérieur.....	19
Article 15.	Débat d'orientations budgétaires	19
Article 16.	Budget	19
16. 1.	Recettes	19
16. 2.	Calcul des contributions budgétaires des membres aux dépenses du Syndicat.....	20
Article 17.	Comptabilité	20
Article 18.	Adhésion d'un nouveau membre	21
Article 19.	Conséquences du transfert de compétences au Syndicat	21
19. 1.	Conséquences patrimoniales	21
19. 2.	Conséquences sur les actes et les contrats	21
Article 20.	Mise à disposition de services	22
Article 21.	Retrait d'un membre	22
21. 1.	Procédure	22
21. 2.	Conséquences du retrait	22
Article 22.	Adhésion/participation du Syndicat à d'autres groupements de collectivités territoriales ou autres personnes morales.....	23
Article 23.	Autres modifications statutaires	23
Article 24.	Dissolution et liquidation du Syndicat.....	23
Article 25.	Règles applicables au Syndicat	24
Article 26.	Durée	24
Article 27.	Information du Préfet.....	24

Article 1. Constitution

Un syndicat mixte ouvert (dénommé ci-après « le Syndicat ») au sens des articles L.5721-2 et L.5721-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT) est constitué entre :

- **le Département de la Haute-Garonne ;**
- **les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (dénommés ci après « les EPCI ») suivants :** CA du SICOVAL, CC Axe Sud, CC Cap Lauragais, CC Cœur Lauragais, CC CO.LAUR.SUD, CC de la Vallée de l'Ariège, CC des Coteaux Bellevue, CC des Coteaux du Girou, CC des Portes du Comminges, CC des Trois Vallées, CC du Boulonnais, CC du Canton de Cadours, CC du Canton de Cazères, CC du Canton de Saint-Béat, CC du Canton de Saint-Martory, CC du Canton de Salies du Salat, CC du Frontonnais, CC du Haut-Comminges, CC du Savès, CC du Volvestre, CC Garonne-Louge, CC Lèze-Ariège-Garonne, CC Louge et Touch, CC Nébouzan-Rivière-Verdun, CC Rurales du Savès et de l'Aussonnelle, CC Save et Garonne ;
- **et les communes suivantes :** Azas, Buzet-sur-Tarn, Bélesta-en-Lauragais, Le Falga, Juzes, Maurens, Montégut-Lauragais, Mourville-Haute, Nogaret, Revel, Roumens, Saint-Félix-Lauragais, Saint-Julia, Vaudreuille, Le Vaux.

Article 2. Dénomination

Le Syndicat prend la dénomination suivante : Haute-Garonne Numérique.

Article 3. Objet

Le Syndicat a pour objet :

- L'exercice de la compétence « Communications électroniques » au sens de l'article L.1425-1 du CGCT que lui transfèrent les collectivités membres et qui comprend les actions suivantes :
 - Etablissement et exploitation d'infrastructures de communications électroniques et notamment établissement et mise à disposition des opérateurs ou des utilisateurs de réseaux indépendants d'infrastructures destinées à recevoir des réseaux (fourreaux, pylônes, chambres de tirage...) et des câbles (fibre optique ...)

- Etablissement et exploitation de réseaux de communications électroniques et notamment mise à disposition de fourreaux, location de fibre optique noire, hébergement d'équipements d'opérateurs, fourniture de ligne DSL aux fournisseurs d'accès Internet, accès et collecte à très haut débit (fibre optique) ;
- Fourniture de services de communications électroniques aux utilisateurs finals en cas de carence de l'initiative privée.

Le syndicat réalise ces actions en cohérence avec celles menées par les autres collectivités territoriales en matière de communications électroniques.

- L'exercice de missions complémentaires à ses missions principales, notamment en matière de développement des usages du numérique, sous réserve qu'elles conservent un caractère résiduel et ne compromettent pas l'exercice de son objet principal.
- La réalisation de prestations intégrées pour le compte de ses membres dont l'objet se rattache à son objet statutaire.
- La réalisation de prestations de services pour le compte de collectivités tiers dans les conditions prévues par l'article L 5211-56 du CGCT ainsi que dans le respect de son objet statutaire, du droit de la commande publique et du droit de la concurrence.

Article 4. Siège

Le siège du Syndicat est fixé au Conseil Départemental de la Haute-Garonne, 1 boulevard de la Marquette, 31 090 Toulouse Cedex 9. Ce lieu pourra être modifié sur délibération du Conseil syndical à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Article 5. Le Conseil syndical

5. 1. Composition

Le Conseil syndical est composé de délégués qui assurent la représentation des collectivités membres du Syndicat dans les proportions fixées ci-dessous :

- Le Département de la Haute-Garonne est représenté par 12 délégués départementaux titulaires et par 3 délégués suppléants.
- Chaque EPCI est représenté par un délégué intercommunal titulaire, par un délégué intercommunal titulaire supplémentaire par tranches de 15 000 habitants et par un délégué suppléant. La population retenue est la population municipale dument authentifiée par le plus récent décret.

- Lorsqu'un EPCI devient membre du Syndicat par substitution à des communes ou, s'il s'agit d'un EPCI issu d'une fusion, par substitution aux EPCI fusionnés, la tranche de 15 000 habitants est appliquée seulement à la population des communes et/ou des EPCI auxquels l'EPCI se substitue.
- Les communes sont représentées par un collège composé de 2 délégués communaux titulaires et d'un délégué suppléant.
Toutefois, lorsque le nombre de communes membres du Syndicat est inférieur ou égal à deux, chaque commune est alors directement représentée par un délégué communal titulaire et un délégué suppléant élus dans les conditions de l'article 5.3 ci-après.

5. 2. Election des délégués départementaux

Les délégués départementaux sont élus par le Conseil départemental, parmi ses membres. Après un appel à candidatures adressé en même temps que la convocation à l'élection, le Président établit la liste des candidats déclarés, titulaires et suppléants, la porte à la connaissance de l'assemblée départementale au début de la séance et prend acte, le cas échéant, des retraits de candidatures.

Si le nombre total de candidats déclarés, titulaires et suppléants, est égal au nombre total de sièges à pourvoir, la liste des candidats déclarés est mise aux voix. Le vote a lieu au scrutin public à main levée ou au scrutin secret, si plus d'un tiers des participants le sollicitent, sans possibilité de suppression, ni d'adjonction de noms, à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité de suffrages, la voix du Président est prépondérante, sauf cas de scrutin secret. Si la liste des candidats déclarés n'obtient pas la majorité absolue, le Président procède à un nouvel appel à candidatures au cours de la séance et procède à l'élection des candidats dans les conditions prévues par le présent article.

Si le nombre total de candidats déclarés est supérieur au nombre de sièges à pourvoir, les délégués sont élus au scrutin uninominal majoritaire, chaque candidat déclaré non élu pouvant présenter sa candidature pour chaque siège à pourvoir.

Le vote a lieu à main levée ou au scrutin secret si plus d'un tiers des participants le sollicitent.

Sont élus, les candidats ayant recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés. Si après deux tours de scrutin, un candidat n'a pas obtenu la majorité absolue, l'élection a lieu à la majorité relative dans le cadre d'un troisième tour de scrutin. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le résultat des opérations électorales est proclamé par le Président.

5. 3. Election des délégués intercommunaux

Les délégués intercommunaux sont élus par l'assemblée délibérante, parmi ses membres.

~~Après un appel à candidatures adressé en même temps que la convocation à l'élection, le Président établit la liste des candidats déclarés, titulaires et suppléants, la porte à la connaissance de l'assemblée communautaire au début de la séance et prend acte, le cas échéant, des retraits de candidatures.~~

Si le nombre total de candidats déclarés, titulaires et suppléants, est égal au nombre total de sièges à pourvoir, la liste des candidats déclarés est mise aux voix. Le vote a lieu au scrutin public à main levée ou au scrutin secret, si plus d'un tiers des participants le sollicitent, sans possibilité de suppression, ni d'adjonction de noms, à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité de suffrages, la voix du Président est prépondérante, sauf cas de scrutin secret. Si la liste des candidats déclarés n'obtient pas la majorité absolue, le Président procède à un nouvel appel à candidatures au cours de la séance et procède à l'élection des candidats dans les conditions prévues par le présent article.

Si le nombre total de candidats déclarés est supérieur au nombre de sièges à pourvoir, les délégués sont élus au scrutin uninominal majoritaire, chaque candidat déclaré non élu pouvant présenter sa candidature pour chaque siège à pourvoir.

Le vote a lieu à main levée ou au scrutin secret si plus d'un tiers des participants le sollicitent.

Sont élus, les candidats ayant recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés. Si après deux tours de scrutin, un candidat n'a pas obtenu la majorité absolue, l'élection a lieu à la majorité relative dans le cadre d'un troisième tour de scrutin. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le résultat des opérations électorales est proclamé par le Président.

5. 4. Election des membres du collège des communes

Les délégués communaux sont élus par une commission ad hoc composée des maires des communes membres du Syndicat ou de leurs représentants bénéficiant d'une délégation à cet effet.

Lorsqu'une commune n'est plus membre du Syndicat, notamment en cas de retrait ou de représentation-substitution par un EPCI à fiscalité propre, le mandat de représentation du maire de la commune ou de son représentant prend fin de plein droit.

La Commission se réunit au siège du Syndicat ou dans un autre lieu décidé par le Président. Elle est convoquée et présidée par le Président du Syndicat, ou par son représentant. Pour la 1^{ère} réunion, elle est convoquée et présidée par le Président du Conseil départemental de la Haute-Garonne ou son représentant.

Les convocations sont adressées au siège des communes membres du Syndicat au moins 5 jours francs avant la séance.

Un membre de la Commission empêché d'assister à la réunion peut donner procuration à un autre membre de son choix. Un membre ne peut recevoir qu'une seule procuration.

La Commission ne siège que si la majorité absolue des membres est présente ou représentée. A défaut, elle est à nouveau convoquée dans le délai de 15 jours sans condition de quorum.

La Commission élit en son sein :

- 2 délégués communaux titulaires,
- 1 délégué communal suppléant,
- 1 délégué communal supplémentaire.

Après un appel à candidatures adressé en même temps que la convocation à l'élection, le Président établit la liste des candidats déclarés, titulaires, suppléants et supplémentaires, la porte à la connaissance de la Commission au début de la séance et prend acte, le cas échéant, des retraits de candidatures.

Si le nombre total de candidats déclarés, titulaires, suppléants et supplémentaires, est égal au nombre total de sièges à pourvoir, la liste des candidats déclarés est mise aux voix. Le vote a lieu au scrutin public à main levée ou au scrutin secret, si plus d'un tiers des participants le sollicitent, sans possibilité de suppression, ni d'adjonction de noms, à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité de suffrages, la voix du Président est prépondérante, sauf cas de scrutin secret. Si la liste des candidats déclarés n'obtient pas la majorité absolue, le Président procède à un nouvel appel à candidatures au cours de la séance et procède à l'élection des candidats dans les conditions prévues par le présent article.

Si le nombre total de candidats déclarés est supérieur au nombre de sièges à pourvoir, les délégués sont élus au scrutin uninominal majoritaire, chaque candidat déclaré non élu pouvant présenter sa candidature pour chaque siège à pourvoir.

Le vote a lieu à main levée ou au scrutin secret si plus d'un tiers des participants le sollicitent.

Sont élus, les candidats ayant recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés. Si après deux tours de scrutin, un candidat n'a pas obtenu la majorité absolue, l'élection a lieu à la majorité relative dans le cadre d'un troisième tour de scrutin. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le résultat des opérations électorales est proclamé par le Président.

5. 5. Dispositions communes à l'élection des délégués départementaux, intercommunaux et communaux

Les délégués départementaux, intercommunaux et communaux sont des personnes distinctes les unes des autres.

Les agents du Syndicat ne peuvent être désignés comme délégués au Conseil syndical.

Les délégués départementaux, intercommunaux et communaux sont respectivement élus dans un délai de 2 mois suivant le renouvellement général de leur assemblée délibérante.

Les nouveaux délégués sont installés au Conseil Syndical au plus tard, 3 mois après ce renouvellement.

Les premiers délégués départementaux, intercommunaux et communaux composant le Conseil syndical doivent avoir été élus, au plus tard, un mois, après la création du Syndicat.

Pour la 1ère réunion suivant la création du Syndicat, les membres du Conseil syndical sont convoqués par le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne ou son représentant.

La 1ère réunion du Conseil syndical se tient dans les 3 mois suivants la création du Syndicat.

5. 6. Vacance des délégués

En cas de vacance parmi les délégués départementaux, intercommunaux ou communaux, pour quelque cause que ce soit, l'assemblée départementale, intercommunale ou communale (dans le cas d'une représentation directe de la commune au Conseil Syndical) élit un nouveau délégué à l'occasion de la plus proche réunion et au plus tard dans les trois mois de la vacance dans les conditions prévues aux articles 5.2 et 5.3 ci-dessus. Le nouveau délégué poursuit le mandat du délégué qu'il remplace.

La vacance, pour quelque cause que ce soit, d'un délégué communal titulaire composant le collège des communes est pourvue par le délégué supplémentaire. A défaut de délégué supplémentaire pour pourvoir à une vacance, le Président convoque la commission ad hoc dans un délai de 3 mois qui élit un nouveau délégué titulaire et un nouveau délégué supplémentaire dans les conditions prévues à l'article 5.4 ci-dessus. Le nouveau délégué titulaire poursuit le mandat de celui qu'il remplace.

5. 7. Durée du mandat des délégués

La durée du mandat des délégués est celle de l'assemblée délibérante à laquelle ils appartiennent.

La perte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante entraîne d'office la perte du mandat de délégué et, le cas échéant, la fin des fonctions exercées au titre de ce mandat (présidence, vice présidence, membres du bureau) sauf dans le cas particulier du renouvellement général des assemblées délibérantes où, conformément aux articles 6,7 et 8 ci après, ils restent en place jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

Le mandat des délégués intercommunaux, titulaires et suppléants, prend fin de plein droit lorsque l'EPCI qui les a désignés fusionne avec un ou plusieurs autres EPCI et que l'EPCI issu de la fusion adhère subséquentement au Syndicat, par substitution aux EPCI fusionnés. Les délégués intercommunaux dont le mandat prend fin restent en place jusqu'à l'installation des délégués de l'EPCI issu de la fusion lesquels sont élus dans les proportions et conditions des articles 5.1 et 5.3 ci-dessus.

Le mandat des délégués communaux, titulaires, suppléant et supplémentaire, prend fin de plein droit lorsqu'un EPCI à fiscalité propre se substitue à la commune dans laquelle ils sont élus et adhère subséquemment au Syndicat en ses lieu et place. Il est alors pourvu à la vacance dans les conditions de l'article 5.6 ci-dessus.

Le mandat des délégués départementaux, intercommunaux et communaux peut, pour un motif d'intérêt général lié notamment au bon fonctionnement des collectivités respectives qu'ils représentent, être rapporté à tous moment par l'organe délibérant qui les a élus.

Toutefois le mandat des délégués communaux composant le collège des communes est rapporté par le Président, à la demande écrite de la majorité des membres de la commission ad' hoc.

Il est pourvu à la vacance du délégué dont le mandat est rapporté dans les conditions prévues à l'article 5.6 ci-dessus.

Les dispositions des trois alinéas précédents sont inapplicables à l'égard des délégués départementaux, intercommunaux et communaux qui sont membres du bureau du Syndicat.

5. 8. Attribution du Conseil syndical

Le Conseil syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du Syndicat.

Il peut déléguer une partie de ses attributions au Président du Syndicat et au Bureau, à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par le Syndicat à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 du code général des collectivités territoriales ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat ;
- 5° De l'adhésion du Syndicat à un groupement de collectivités territoriales et à un groupement d'intérêt public et de la prise de participation du Syndicat au capital d'une société d'économie mixte locale ou d'une société publique locale ;
- 6° De la décision du principe de la gestion déléguée d'un service public.

Le Président est autorisé à subdéléguer les matières que lui a déléguées le Conseil syndical sauf dispositions contraires dans la délibération portant délégation.

Article 6. Le Président du Conseil syndical

6. 1. Election

Sous la présidence du doyen d'âge, le Conseil syndical, élit son Président parmi ses membres. Le plus jeune délégué fait fonction de secrétaire. Pour la première réunion d'installation des membres du Conseil syndical suivant la création du Syndicat, les délégués sont convoqués par le Président du Conseil départemental de la Haute-Garonne.

Le Président est élu, après appel à candidatures par le Président de séance, par un vote au scrutin uninominal, à main levée ou secret si plus d'un tiers des participants le sollicitent, à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, l'élection a lieu à la majorité relative dans le cadre d'un troisième tour de scrutin. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

La durée du mandat du Président est celle des membres de l'assemblée délibérante à laquelle il appartient. Il est élu dans le délai de trois mois suivant le renouvellement général de cette assemblée délibérante.

Le Président sortant reste en place jusqu'à l'installation de son successeur pour expédier les affaires courantes.

Le mandat du Président prend fin en cas de perte anticipée du mandat électif qu'il détient dans la collectivité qu'il représente.

Lorsque le Président cesse, de façon anticipée, d'exercer définitivement ses fonctions, notamment par suite de décès, de démission, d'inéligibilité, perte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante qu'il représente, un nouveau Président est élu dans les conditions définies ci-dessus dans le délai de trois mois. La Présidence est temporairement assurée par le 1er vice Président.

En cas de d'absence ou de tout autre empêchement le Président est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le 1er vice président ou par un autre vice-président dans l'ordre du tableau ou, à défaut de vice-présidents, par les autres membres du bureau dans l'ordre de leur élection. Ces dispositions ne font pas obstacle à la possibilité pour le Président d'assurer sa suppléance par une délégation de fonction consentie à un vice-président de son choix.

6. 2. Attributions

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat.

Il prépare et exécute les délibérations du Conseil syndical. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du Syndicat.

Il est seul chargé de l'administration. Il peut déléguer une partie de ses attributions aux Vice-présidents. Il peut consentir une délégation de signature au Directeur et au(x) directeur(s)-adjoint(s) du Syndicat. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Le Président représente le Syndicat en justice, dans les conditions définies par le Conseil syndical.

Il peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil syndical, conformément à l'article 5.8 des statuts.

Article 7. Les Vice-présidents du Conseil syndical

Le Conseil syndical élit quatre vice-présidents dont :

- 2 parmi les délégués départementaux,
- 2 parmi les délégués intercommunaux,

Cette énumération ne prédétermine pas l'ordre d'élection des vice-présidents.

Les vice-présidents sont élus, après appel à candidatures par le Président de séance, au scrutin uninominal, à main levée ou secret si plus d'un tiers des participants le sollicitent, à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, l'élection a lieu à la majorité relative dans le cadre d'un troisième tour de scrutin. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

L'ordre dans lequel sont élus les candidats détermine l'ordre des vice-présidents.

Le mandat des vice-présidents prend fin en même temps que celui des membres de l'assemblée délibérante à laquelle ils appartiennent. Ils sont élus dans le délai de trois mois suivant le renouvellement général de cette assemblée délibérante, avec indication du rang occupé dans l'ordre des vice-présidents, lequel peut être entièrement modifié à cette occasion, sur proposition du Président.

Les vice-présidents sortants restent en place jusqu'à l'installation de leurs successeurs pour expédier les affaires courantes.

Le mandat des vice-présidents prend également fin en cas de perte anticipée du mandat électoral qu'ils détiennent dans la collectivité qu'ils représentent.

Il est pourvu à la vacance, pour quelque cause que ce soit, d'un poste de vice-président dans un délai de 2 mois à compter de cette vacance. Le nouveau vice-président est élu parmi les délégués de la catégorie à laquelle appartenait son prédécesseur et prend le rang occupé par ce dernier dans l'ordre du tableau des vice-présidents. Son mandat expire à la date à laquelle expirait celui de son prédécesseur.

Quand il y a lieu, pour quelque cause que ce soit, à une nouvelle élection du Président, il est procédé à une nouvelle élection des vice-présidents et des autres membres du bureau.

Les Vice-présidents peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Président. Chaque vice-président reçoit délégation pour suivre les travaux d'une commission territoriale déterminée.

Lorsque le Président rapporte une délégation consentie à un vice-président pour un motif lié à la bonne marche de l'administration du Syndicat, le Conseil syndical, lors de la plus proche réunion, délibère sur la poursuite du mandat du vice-président dont la délégation a été rapportée. En cas de vote défavorable, un nouveau vice-président est élu au cours de la même séance, au même rang que celui occupé par le vice-président déchu de ses fonctions et pour la durée du mandat restant à courir.

Article 8. Le Bureau

Le Bureau est constitué du Président, des quatre vice-présidents du Conseil syndical et de quatre autres membres dont :

- 2 élus parmi les délégués départementaux,
- 2 élus parmi les délégués intercommunaux,

Les 4 autres membres du bureau sont élus par le Conseil syndical selon les modalités et le mode de scrutin applicables à l'élection des vice-présidents.

Les règles relatives à la durée du mandat et à la vacance des 4 autres membres du bureau sont celles applicables aux vice-présidents.

Les membres du Bureau restent en place jusqu'à l'installation de leurs successeurs pour expédier les affaires courantes.

Le Bureau peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil syndical, conformément à l'article 5.8 des statuts.

Article 9. Organisation des séances du Conseil syndical

9. 1. Périodicité

Le Conseil syndical se réunit au moins une fois par semestre.

Il est réuni à l'initiative du Président chaque fois qu'il le juge utile ou à la demande motivée du tiers des délégués le composant.

Le Président, ou son représentant, convoque par écrit et personnellement chacun des délégués, cinq jours francs avant la séance prévue.

La convocation peut être faite par courrier électronique. Elle est également adressée au siège de la collectivité dans laquelle le délégué est élu.

En cas d'urgence motivée, ce délai peut être abrégé par le Président, sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc.

La convocation comprend obligatoirement la liste des questions portées à l'ordre du jour.

Pour chaque affaire soumise à une délibération, un rapport explicatif de synthèse est joint à la convocation.

Si une décision concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché, accompagné de l'ensemble des pièces peut être consulté au siège du Syndicat par tout délégué sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires imposant la transmission desdits documents aux délégués.

Les représentants des membres associées au Syndicat visées à l'article 13 des présents statuts sont invités en tant que de besoin aux réunions du Conseil syndical, par le Président ou le Vice-président qu'il aura délégué.

9. 2. Ordre du jour

L'ordre du jour est établi par le Président. Il est communiqué aux délégués avec la convocation ou, pour toute convocation en urgence du Conseil syndical, au plus tard en début de séance.

Sur proposition du Président, le Conseil syndical délibère sur une question non portée à l'ordre du jour.

Sur proposition de l'un de ses membres, le Conseil syndical délibère sur une question non inscrite à l'ordre du jour, sous réserve qu'elle ait été adressée au Président au moins 2 jours avant la séance.

En cas de convocation en urgence du Conseil syndical, cette question peut être transmise au Président en début de séance.

Des questions diverses, peuvent être évoquées lorsque l'ordre du jour de la séance est épuisé.

9. 3. Lieu des séances

Les séances ont lieu au siège du Syndicat, ou à défaut, dans un autre lieu déterminé par le Président et indiqué sur la convocation.

9. 4. Tenue des séances

Chaque séance du Conseil syndical est présidée par le Président ou par son représentant. Au cours de la séance où le compte administratif présenté par le Président est débattu, le Président quitte la séance lors du vote de celui-ci. Un vice-président, pris dans l'ordre du tableau, assure temporairement la présidence de la séance.

A chaque séance du Conseil syndical, un secrétaire est désigné.

Le Président dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire le déroulement des votes et en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture des séances. Il assure la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre.

Les séances du Conseil syndical sont publiques. A la demande du Président ou du tiers des délégués, le Conseil syndical peut toutefois décider de siéger à huis-clos, à la majorité absolue des suffrages exprimés, à condition de le justifier par un motif légitime.

9. 5. Quorum

Après avoir déclaré la séance ouverte et procédé à un appel nominatif, le Président constate, en début de séance, que le quorum est atteint pour que le Conseil syndical puisse délibérer valablement. Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres du Conseil syndical est présente ou représentée. Les procurations visées à l'article 9.6 sont prises en compte pour le calcul du quorum.

Si après une première convocation, le Conseil syndical ne s'est pas réuni en nombre suffisant pour délibérer valablement, une deuxième convocation est adressée dans les 15 jours, avec le même ordre du jour. La délibération prise lors de cette séance est valable quel que soit le nombre de membres présents.

9. 6. Empêchement et procurations

Tout délégué syndical empêché d'assister à une séance du Conseil syndical peut donner une procuration écrite de voter en son nom à un autre membre du Conseil syndical.

Un même délégué ne peut être porteur que d'une seule procuration.

9. 7. Adoption des délibérations

Le Conseil syndical vote sur les questions soumises à ses délibérations à main levée ou au scrutin secret.

Le vote à main levée est le mode de scrutin ordinaire.

Il est procédé au vote à bulletin secret sur décision du Président de séance ou à la demande du tiers des membres du Conseil syndical présents ou représentés.

Dans le cadre du scrutin secret, le Président s'assure que tous les membres présents ont voté et prononce la clôture du scrutin. Le secrétaire de séance procède alors au dépouillement, arrête le résultat et le remet au Président qui le proclame.

Pour toutes les questions qui, en application des présents statuts, ne requièrent pas la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, les délibérations du Conseil syndical sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés.

9. 8. Pondération des voix des membres du Conseil syndical

Pour l'adoption des délibérations du Conseil syndical :

- les délégués intercommunaux et communaux, titulaires et suppléants, possèdent chacun une voix,
- les délégués départementaux, titulaires et suppléants possèdent chacun 5 voix.

La pondération des voix des délégués départementaux est prise en compte pour l'expression, directe ou par procuration, de leurs suffrages.

La pondération des voix des délégués suppléants ne s'applique que s'ils siègent au Conseil syndical en l'absence des titulaires.

9. 9. Amendements

Tout délégué peut proposer un amendement aux projets de délibération soumis au Conseil syndical. Les amendements doivent être rédigés par écrit, signés et adressés au Président au plus tard deux jours francs avant la séance pour être obligatoirement mis en discussion, à l'exception d'une délibération portant sur une urgence motivée, auquel cas la proposition d'amendement peut être faite en séance. Le Président appelle l'auteur d'un amendement à le présenter. Les amendements sont mis aux voix selon l'ordre de leur proposition.

Article 10. Organisation des séances du Bureau

Sauf dispositions contraires des présents statuts et du règlement intérieur, les dispositions de l'article 9 ci-dessus s'appliquent aux séances et aux délibérations du Bureau.

Cependant, il est précisé que :

- les séances du Bureau ne sont pas publiques. Un délégué qui n'est pas membre du Bureau peut être autorisé par le Président à assister, sans voix délibérative, à tout ou partie de ces réunions à sa demande, dans la mesure où il est concerné par une affaire traitée ;
- les délibérations du Bureau sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés,
- les voix des délégués départementaux ne sont pas pondérées

Article 11. Le Directeur du Syndicat

Sous l'autorité du Président, il administre le Syndicat. Il prépare et exécute les décisions du Conseil syndical et du Bureau, et notamment prépare la stratégie pluriannuelle à mettre en œuvre, il élabore le programme annuel des travaux à réaliser, et il assiste le Président du Syndicat dans tous les actes pour lesquels celui-ci a reçu délégation du Conseil syndical.

En outre et sous l'autorité du Président, il exerce notamment les activités suivantes :

- Gestion du personnel et exercice du pouvoir hiérarchique
- Direction des services du Syndicat
- Participation aux réunions du Conseil syndical, du Bureau et des commissions territoriales.

Article 12. Les commissions territoriales

Le Syndicat comprend 4 commissions territoriales.

Le périmètre des commissions ne peut couper celui d'un EPCI membre du Syndicat sauf en cas d'application du mécanisme de représentation-substitution.

En cas de fusion de deux ou plusieurs EPCI membres du Syndicat ou en cas de modification du périmètre du Syndicat par suite d'adhésion ou de retrait, le périmètre des commissions territoriales est recomposé par délibération du Conseil syndical.

Siègent au sein de chaque commission territoriale :

- 1 délégué départemental désigné par le Conseil syndical,
- les exécutifs, ou leurs représentants, des communes et des EPCI membres du Syndicat inclus dans le périmètre de la commission territoriale,

Les commissions territoriales sont présidées de plein droit par les vice-présidents du Syndicat respectivement délégués au suivi de leurs travaux.

Lors de leur 1^{ère} réunion, les commissions territoriales élisent un vice-président, après appel à candidatures par le Président de séance, par un vote au scrutin uninominal à 2 tours, à main levée ou secret si un tiers des participants le sollicite. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

La durée du mandat des membres des commissions territoriales est celle de l'assemblée délibérante à laquelle ils appartiennent.

Les commissions territoriales se réunissent sur convocation de leur Président dans une commune incluse dans leur périmètre. Elles connaissent de toutes les questions relatives à l'objet du Syndicat. Elles ont une fonction consultative.

Aucune condition de quorum n'est exigée pour la tenue des réunions des commissions territoriales.

Article 13. Membres associés au Syndicat

Des membres dits associés peuvent participer aux travaux du Syndicat et de ses différents organes dans des conditions qui seront déterminées dans le règlement intérieur prévu à l'article 14 des présents statuts.

Il peut s'agir de personnes morales de droit public comme de personnes morales de droit privé ne poursuivant aucun but lucratif ayant une responsabilité dans l'aménagement numérique du territoire de la Haute-Garonne.

Le cas échéant, les représentants de ces membres associés pourront prendre part, à titre consultatif, aux débats du Conseil syndical et du Bureau. Ils n'ont pas voix délibérative.

Article 14. Le règlement intérieur

Un règlement intérieur, adopté par le Conseil syndical fixe, en tant que de besoin, les dispositions relatives au fonctionnement du Conseil syndical et du Bureau qui ne seraient pas déterminées par les lois, les règlements et les présents statuts.

Article 15. Débat d'orientations budgétaires

Dans un délai de deux mois avant le vote du budget, une séance du Conseil syndical est consacrée aux orientations générales du budget de l'exercice à venir. Le débat sans vote est introduit par un rapport du Président.

Article 16. Budget

16. 1. Recettes

Les recettes du budget du Syndicat comprennent notamment :

- 1° : La contribution budgétaire des membres,
La contribution budgétaire des membres est obligatoire, à l'exception des personnes associées qui ne versent pas de contribution de ce type au Syndicat.
Les modalités de calcul du montant des contributions budgétaires de chaque membre sont fixées à l'article 16.2 des présents statuts.
- 2° : Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du Syndicat,
- 3° : Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu,
- 4° : Les subventions des personnes publiques et notamment, de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, du Département de la Haute-Garonne, d'EPCI, d'autres groupements de collectivités territoriales, de communes.
- 5° : Les produits des dons et legs,
- 6° : Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés,
- 7° : Le produit des emprunts souscrits directement par le Syndicat,
- 8° : Les fonds de concours de ses membres dans les conditions de l'article L5722-11 du CGCT après accord du Conseil syndical et des collectivités membres concernées.
Les règles de calcul et les modalités de versement de ces fonds de concours sont arrêtées par des délibérations concordantes du Syndicat et des collectivités membres concernées.

9° : Des apports à titre gratuit, lesquels font l'objet d'une convention spécifique entre le Syndicat et les membres concernés

10° : Toute autre ressource autorisée par la réglementation.

16. 2. Calcul des contributions budgétaires des membres aux dépenses du Syndicat

La contribution des collectivités membres aux dépenses de fonctionnement est fixée comme suit :

- Pour le Département de la Haute-Garonne, à 1.31 € / habitant pendant le premier exercice budgétaire,
- Pour les autres membres, à 0.51 € / habitant pendant le premier exercice budgétaire.

Les habitants à prendre en considération sont ceux situés sur le territoire couvert par le Syndicat.

Pour les exercices budgétaires suivants, les contributions budgétaires des collectivités membres aux dépenses de fonctionnement sont arrêtées par le Conseil Syndical.

La population prise en compte pour le calcul des contributions budgétaires au titre d'un exercice N est la population totale publiée par l'INSEE au 1^{er} janvier N-1.

La date du 1^{er} janvier 2015 est retenue pour le calcul des contributions budgétaires au titre du 1^{er} exercice budgétaire (année 2016).

Les collectivités membres participent aux dépenses d'investissement par le versement des fonds de concours mentionnés à l'article 16-1-8°.

Article 17. Comptabilité

La comptabilité du Syndicat est tenue selon les règles applicables à la comptabilité publique. Les règles comptables du Syndicat qui s'appliquent sont définies aux articles L 5721-2 et suivants du CGCT.

Les fonctions de receveur du Syndicat sont exercées par un comptable public désigné par le Directeur Régional des Finances Publiques.

Le contrôle comptable, financier et administratif du Syndicat s'effectue selon les règles définies à l'article L 5721-4 du CGCT.

Article 18. Adhésion d'un nouveau membre

Toute commune ainsi que tout EPCI disposant de la compétence exercée par le Syndicat dans le cadre de l'article L.1425-1 du CGCT, peuvent adhérer au Syndicat.

L'adhésion est subordonnée à l'approbation des statuts du Syndicat par son organe délibérant et à l'acceptation de cette adhésion par le Conseil syndical à la majorité absolue des suffrages exprimés.

L'adhésion des membres associés est subordonnée à l'approbation de la majorité des deux tiers des suffrages exprimés du Comité Syndical.

Article 19. Conséquences du transfert de compétences au Syndicat

19. 1. Conséquences patrimoniales

Conformément à l'article L5721-6-1 du CGCT le transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition au Syndicat des biens, équipements et services nécessaires à leur exercice ainsi que le transfert des droits et obligations qui y sont attachés. La liste de ces équipements et services est constatée par un procès verbal établi contradictoirement par le membre concerné et le Syndicat. Ce procès-verbal, qui précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci, est annexé aux présents statuts.

Les collectivités membres peuvent mettre à la disposition du Syndicat à titre gratuit, sauf convention contraire, tout bien utile à la réalisation de son objet. Cette mise à disposition ne constitue pas un transfert en pleine propriété. Elle fait l'objet d'une convention spécifique.

19. 2. Conséquences sur les actes et les contrats

Le Syndicat est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux collectivités membres dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les collectivités membres n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La collectivité qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution.

Article 20. Mise à disposition de services

Conformément à l'article L 5721-9 du CGCT, les services d'une collectivité membre peuvent être, en tout ou partie, mis à la disposition du Syndicat pour l'exercice de ses compétences. Une convention conclue entre la collectivité concernée et le Syndicat fixe les modalités de cette mise à disposition. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par le Syndicat des frais de fonctionnement du service.

Dans les mêmes conditions, les services du Syndicat peuvent être, en tout ou partie, mis à disposition des collectivités membres pour l'exercice de leurs compétences.

Article 21. Retrait d'un membre

21. 1. Procédure

Un membre ne peut se retirer du Syndicat qu'à l'expiration d'une période de 15 ans à compter de son adhésion et à la condition que ce retrait ne compromette pas l'exécution des contrats passés par le Syndicat avec les entreprises pour l'exploitation du service public des communications électroniques, sauf à compenser financièrement le Syndicat (voir infra).

Le retrait d'un membre, demandé par son organe délibérant, est soumis, d'une part, à l'accord du Conseil syndical statuant à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'autre part à l'accord des deux tiers des organes délibérants des membres du Syndicat.

L'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification à l'exécutif de la délibération du Conseil syndical pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

21. 2. Conséquences du retrait

Le retrait d'un membre du Syndicat est régi par les dispositions combinées des articles L 5721-6-2 et L 5211-25-1 du CGCT selon lesquelles :

- Les biens meubles et immeubles mis à la disposition du Syndicat et non cédés à ce dernier sont restitués au membre qui se retire et réintégrés dans son patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases ; le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens lui est également restitué ;
- Lorsque les biens meubles et immeubles ont été acquis ou réalisés ou lorsque la dette a été contractée, postérieurement au transfert de compétences, la répartition de ces biens ou du produit de leur réalisation ainsi que celle du solde de l'encours de la dette est fixée, à défaut d'accord, par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés.

Le retrait est également régi par les dispositions supplétives suivantes :

- Une compensation financière est attribuée au Syndicat en cas de retrait compromettant l'exécution des contrats passés par le Syndicat avec les entreprises pour l'exploitation du service public des communications électroniques ; cette compensation est fixée par des délibérations concordantes du Syndicat et du membre qui se retire ; en cas de désaccord, les parties s'en remettent aux conclusions d'une commission composée paritairement de représentants du Syndicat et du membre qui se retire.
- Les sommes versées dans le cadre du budget de fonctionnement ne sont pas remboursées.

Article 22. Adhésion/participation du Syndicat à d'autres groupements de collectivités territoriales ou autres personnes morales

Le Syndicat a la faculté d'adhérer à tout groupement de collectivités territoriales dans les conditions posées par la loi et la jurisprudence s'agissant notamment de l'adhésion à un syndicat mixte, ainsi qu'à des associations ou tout autre organisme en rapport avec son objet statutaire, comme de prendre une participation au capital d'une société publique locale, d'une société d'économie mixte locale ou d'une société d'économie mixte à objet unique, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés au sein du Conseil syndical par les membres présents ou représentés.

Article 23. Autres modifications statutaires

Toutes les modifications statutaires, autres que celles relatives au périmètre du Syndicat, devront être adoptées par le Conseil syndical à la majorité absolue des deux tiers des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés.

Article 24. Dissolution et liquidation du Syndicat

Le Syndicat peut être dissous en application des articles L5721-7 et L. 5721-7-1 du CGCT applicables aux syndicats mixtes ouverts.

Article 25. Règles applicables au Syndicat

Dans silence des articles L.5721-1 et suivants du CGCT et des présents statuts ou du règlement intérieur du Syndicat, les dispositions applicables aux syndicats mixtes fermés de l'article L.5711-1 dudit code sont applicables.

Article 26. Durée

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 27. Information du Préfet

Le Président informe le Préfet de toutes les modifications intervenues dans les statuts du Syndicat et lui adresse, à l'occasion de chaque modification, une version des statuts mise à jour.

Le Préfet prend acte annuellement des modifications statutaires par un arrêté publié au recueil des actes administratifs avant le 31 janvier de l'année n+1.